

Un mouvement contrarié par la faillite, les ingérences et le Covid-19

Cet article fait suite à celui publié dans le CA de décembre n°295, nous invitons fortement les lecteurs à s'y référer pour plus de contexte. Pour rappel, des manifestations quasi-quotidiennes sans précédent ont eu lieu dans l'ensemble du Liban depuis le 17 octobre, pour réclamer la fin de la corruption des hommes politiques et pour dénoncer les problèmes sociaux-économiques.

Ces mobilisations présentaient des caractéristiques inédites pour le Liban comme le dépassement du communautarisme religieux et la présence massive de femmes.

Rapidement, fin octobre, le premier ministre Saad Hariri et le gouvernement avaient dû démissionner, le président Michel Aoun refusant quant à lui opiniâtrement de quitter le pouvoir.

Qu'en est-il aujourd'hui pour ce pays en faillite qui plus est soumis aux pressions des puissances régionales voisines ?

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT QUI S'EST FAIT ATTENDRE....

Les négociations au sein des différents partis et entre les dirigeants des différentes factions religieuses ont dû être pugnaces. Le 19 décembre, un consensus a mené à la nomination d'un nouveau premier ministre Hassan Diab, officiellement sans étiquette politique. Cet universitaire est en fait un ancien ministre de l'éducation très proche de Mikati (1).

Puis s'en est suivi encore un mois de négociation jusqu'au 21 janvier 2020 pour obtenir un nouveau gouvernement. Ces 20 ministres présentés au peuple comme des «experts indépendants» et des technocrates ont en réalité pour la plupart des liens très étroits avec les partis traditionnels.

Ainsi le ministre des finances, Ghazi Wazni, est l'ancien conseiller du leader du parti Amal, Nabih Berri, président du Parlement depuis 27 ans! Le ministre de l'environnement et du développement administratif, Damien Kattar, a été ministre des Finances et de l'Économie et du Commerce au sein du gouvernement de Nagib Mikati. Quant au ministre de l'énergie, il était tout simplement l'adjoint de son prédécesseur!

Au final, les membres du gouvernement font partie ou sont très proches de

l'alliance politique Hezbollah - Courant patriotique libre (CPL) de Michel Aoun - Amal. Cela génère des inquiétudes au sein de la population quant à sa politique future, probablement pro-Syrienne, pro-Bachar, pro-iranienne.

... féminisé...

Avec 6 femmes, ce gouvernement est proportionnellement beaucoup plus féminisé que les précédents. A noter qu'actuellement au parlement, il n'y a que 6 députées sur 128 ! Peut-être que le poids des femmes dans les mobilisations a eu une influence sur ce point ? En effet, à la justice, on a nommé une avocate, Marie-Claude Najm, qui avait pris part au soulèvement, réclamant avec la rue «l'indépendance de la justice». Autres postes importants ceux de ministre de la défense et de vice-première ministre ont été attribués à une femme, Zeina Acar Adra.

... allégé...

Ce gouvernement plus restreint que d'ordinaire (le précédent comptait 30 ministres) afin de réduire les coûts en période de crise, s'accompagne donc de fusions. Leur logique échappant bien souvent à l'entendement: la culture avec l'agriculture, le tourisme avec la solidarité, l'écologie avec les administrations.

... mais similaire!

Grands absents de ce gouvernement: le Mouvement du Futur de l'ancien premier ministre Saad Hariri (sunnite), les Forces libanaises de Samir Geagea (maronite) et les druzes représentés par Walid Jumblatt.

Mais, ce gouvernement se devait de respecter la répartition confessionnelle, par exemple avoir autant de chrétiens que de musulmans et autres conventions traditionnellement appliquées afin de maintenir la paix entre les 18 communautés religieuses du Liban. A partir de là, en l'absence de laïcité, les ministres se retrouvent forcément proches de tels ou tels partis religieux historiques et tous ont au moins un pied dans le gouvernement.

Ainsi, si le parti de Hariri n'est pas officiellement représenté, le nouveau ministre de l'économie Raoul Nehmé est un de ses proches. Celui-ci est le directeur général exécutif de Bankmed, l'une des plus grandes banques du pays et filiale de la banque de Saad Hariri ! Cette nomination est l'une des plus déroutante pour les manifestants, qui présentent depuis des mois, le secteur bancaire comme responsable de la crise économique.

On est encore bien loin de la fin du système clientéliste! Et malgré le temps pris pour créer ce nouveau gouvernement, celui-ci reste un « réchauffé » des précédents et ne répond pas aux attentes des manifestants.

CATASTROPHE FINANCIÈRE

Lors du premier conseil des ministres le 23 janvier, le premier ministre Hassan Diab a déclaré « Nous sommes face à une impasse financière, économique et sociale. En réalité, nous sommes face à une catastrophe ».

En effet, d'un point de vue économique, la situation du Liban et donc de ses habitants n'a fait qu'empirer: hausse des prix d'environ 45% pour les produits de première nécessité, mais aussi licenciements, fermetures d'entreprises et baisse des salaires. La population a ainsi de plus en plus de mal à se nourrir et le

1) ancien premier ministre et milliardaire libanais.



nombre de SDF augmente chaque jour. La Banque Mondiale a estimé que la moitié de la population du Liban pourrait bientôt vivre sous le seuil de pauvreté.

Comme nous l'avons mentionné dans le précédent article, le Liban est l'un des pays les plus endettés au monde, sa dette s'élève à 92 milliards de dollars, dépassant ainsi les 170% de son PIB.

COMMENT LE LIBAN, «LA SUISSE DU MOYEN-ORIENT», S'EST RETROUVÉ DANS UNE TELLE SITUATION ?

Depuis les années 70, le Liban accueille de très nombreuses banques où tous les puissants de la région viennent déposer leur argent. Cela en faisait l'un des pays du Moyen-Orient les plus stables d'un point de vue financier. Ainsi, même malgré la crise économique mondiale de 2008, les 54 banques du Liban ont continué à enregistrer une activité record. En 2010, les dépôts privés dans les banques libanaises avaient atteints 107,2 milliards de dollars. Et c'est grâce à l'épargne des investisseurs étrangers que ce pays qui n'a pas d'industrie pouvait se maintenir à flot.

Or, avec la guerre en Syrie et les printemps arabes de 2011, la fuite des capitaux a débuté. Cela s'est mis en place tout doucement, en 2018, le gouverneur Riad Salameh se vantait encore que « les dépôts dans les banques du pays dépassent 3 fois le PIB national et ce grâce aux dépôts des libanais de l'étranger qui représentent environ 7 milliards de dollars par an soit 15% du PIB ».

Mais aujourd'hui avec l'afflux de millions de réfugiés syriens et l'instabilité régionale, la donne a changé pour les banques libanaises qui n'inspirent plus confiance.

L'état a alors eu beau augmenter les taux d'intérêt afin d'attirer les investis-

seurs, les retraits des dépôts ont continué et cela n'a servi qu'à augmenter l'endettement de l'État.

La livre libanaise se déprécie de jour en jour face aux monnaies étrangères. Les entreprises (et les particuliers) en reportant leurs réserves sur une devise plus sûre comme le dollars, ont conduit à une pénurie de dollars dans les banques libanaises. Le fait de ne plus avoir de devises étrangères dans les banques, freine la capacité d'importation du Liban et l'achat de matières premières. Aujourd'hui, des limitations de retraits ont cours au sein des banques encore ouvertes et les libanais n'ont plus accès à leurs dépôts.

DÉPÔT DE BILAN POUR LE LIBAN

C'est ainsi qu'à deux jours de l'échéance du remboursement des 1,2 milliard de dollars en Eurobonds (bons du Trésor émis par l'Etat), le premier ministre a annoncé, le 7 mars, que le Liban se retrouvait en défaut de paiement. Hassan Diab s'est justifié en invoquant le niveau « critique et dangereux » des réserves en devises de la banque centrale et la misère de la population « n'ayant même plus les moyens de se payer du pain ».

C'est la première fois que cela arrive pour le Liban qui a pourtant connu des crises et des guerres. Pendant la guerre civile de 1976 à 1991 ayant fait 200 milles victimes et détruit le pays, ou plus récemment en 2006 durant le conflit entre Israël et le Hezbollah, le Liban a toujours honoré ses dettes mais aujourd'hui, c'est la faillite.

Face à la banqueroute, le nouveau gouvernement s'est engagé à mettre en place les réformes d'austérité exigées par le FMI et la banque mondiale en 2018. Un plan de réduction des dépenses publiques à hauteur de 350 millions de dollars par an a également été proposé. Un programme de lutte contre la corruption

a été annoncé, il vise principalement à récupérer les impôts auxquels les libanais arrivent à se soustraire. Gageons qu'il concerne les libanais les plus aisés. Le secteur de l'électricité est aussi en ligne de mire du gouvernement, il représente des pertes financières énormes pour le pays alors qu'il n'est même pas opérationnel. Cela car de nombreux hommes d'affaires ou hommes politiques se font beaucoup d'argent en proposant des solutions alternatives (générateurs de secours etc).

TRACTATIONS AVEC LE FMI

Ces mesures seront de toutes évidence insuffisantes, c'est pourquoi, par voies de presse, le ministre des Finances a annoncé que le Liban demandait 4 à 5 milliards de dollars de prêts bonifiés pour pouvoir acheter blé, médicaments et carburant. Le Liban souhaite négocier une restructuration de sa dette et obtenir une aide financière internationale avec le FMI ou l'Union européenne. Certaines estimations chiffrent à environ 25-30 milliards de dollars les besoins du Liban pour permettre la recapitalisation.

Nous pensons effectivement que le Liban n'aura pas d'autre choix que d'implorer l'aider du FMI. Cela aura des conséquences funestes pour le peuple libanais car le prêt du FMI ne se fera qu'en échange de la mise en place de mesures d'austérité drastiques.

Mais cette option n'est même pas certaine car le nouveau gouvernement est très proche du Hezbollah et ses alliés politiques. D'une part le Hezbollah refuse pour le moment d'entendre parler d'un accord avec le FMI et donc les américains « le grand Satan » dénonçant une « mise sous tutelle » du Liban s'il accepte cette aide financière. D'autre part le FMI et les américains, eux-mêmes risquent fort de ne pas vouloir prêter à un allié de l'Iran !

LE CORONAVIRUS (OU LA FRANCE ?) FAIT RÉFLÉCHIR LE HEZBOLLAH

Suite à l'aggravation de l'épidémie de Covid-19 en Iran avec près de 1500 morts mi-mars, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a mis de l'eau dans son vin. Voyant la situation dégénérer pour son allié l'Iran et conscient des difficultés du Liban à faire face à une crise sanitaire, il envisage la possibilité d'accepter l'aide financière du FMI. D'après «L'Orient-Le Jour» l'Iran lui-même a appelé le FMI « à la responsabilité » et « de manière très exceptionnelle » a demandé du soutien en ces temps de pandémie. Il semblerait d'après ce même journal (information reprise par les Echos du 16 mars) que la France « aurait joué un rôle notoire en amont pour tenter de convaincre les res-



pensables du parti de la pertinence du recours à l'aide du FMI ».

Ces déclarations dénotent face à l'attitude du Hezbollah de ces dernières années. Il y a par exemple, régulièrement des manifestations orchestrées par le Hezbollah au Liban pour protester contre l'ingérence des Etats-Unis. Des milliers de personnes se sont encore rassemblées le 24 novembre près de l'ambassade américaine où ils ont brûlé des drapeaux américains et israéliens (leurs alliés) et des photos de l'ancien ambassadeur Jeffrey Feltman. Les slogans entendus étaient « les États-Unis et Israël sont une même chose », « Arrêtez d'interférer dans nos affaires, foutus impérialistes américains » etc

L'AXE RUSSIE-IRAN-SYRIE VERSUS ETATS-UNIS - ISRAËL

Le Hezbollah semble considérer que l'ensemble des problèmes du Liban tirent leur origine des Etats-Unis. Le député Sheikh Naim Kassem interviewé par l'agence de presse britannique Reuters, indiquait même que « le premier obstacle à la formation d'un nouveau gouvernement est l'Amérique, parce qu'elle veut un exécutif qui appuie ses intérêts, alors que nous voulons un exécutif qui respecte la volonté du peuple libanais. Nous avons des informations sur le fait que l'Amérique tente de créer des problèmes de sécurité ». Le Hezbollah n'apporte jamais aucune preuve concrète de ses dires mais une analyse de la situation géopolitique au Moyen-Orient suggère que ces accusations d'ingérences sont loin d'être de simples théories complotistes.

En effet, Bashar al Assad et sa victoire en Syrie, la présence russe dans l'échiquier du Moyen-Orient et le poids de l'Iran, ne peuvent que faire sentir aux Etats-Unis leur perte d'influence dans cette région du monde. La Russie est de plus aujourd'hui bien implantée en Syrie et zeyute vers le Liban pour poursuivre son influence dans la région. Ce petit pays permet en effet un débouché sur la méditerranée et les réserves d'hydrocarbure en mer.

On peut donc raisonnablement supposer que cela ne doit pas plaire aux Etats-Unis de laisser la place à la Russie de Poutine. Enfin, n'oublions pas qu'ils sont les alliés d'Israël cible privilégiée de l'Iran et du Hezbollah.

Bien évidemment les plaintes des chiites s'apparentent à l'hôpital qui se moque de la charité car l'ingérence de l'Iran au Liban à travers son bras armé le Hezbollah, n'est quant à elle plus à démontrer non plus. L'axe chiite qui s'étend de Téhéran à Beyrouth en passant par la Syrie est bien réel et ce depuis

les années 80. Rappelons que jusqu'en 2005, Bashar al-Assad occupait militairement le Liban. L'Iran et la Syrie s'immiscent ainsi dans toutes les décisions du gouvernement libanais à travers les élus du Hezbollah lequel permet également à l'Iran d'avoir une armée parallèle au sein du Liban et une frontière directe avec Israël.

Mais aujourd'hui avec les révoltes populaires au Liban, en Irak et en Iran, l'axe chiite est, si ce n'est menacé, au moins perturbé et cela doit inquiéter l'Iran d'avoir peut être laissé une brèche aux Etats-Unis.

REGAIN DE MOBILISATION ET DE RÉPRESSION DÉBUT 2020

Après la présentation du nouveau gouvernement, les manifestations ont repris de plus belle. Des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre notamment près du siège du Parlement mais dans l'ensemble du pays également. De nombreux blessés ont été dénombrés, on parle de plus de 500 blessés rien qu'à Beyrouth en quelques jours.

La plupart des manifestants refusent de s'avouer vaincu et espèrent encore voir des « indépendants », non reliés aux partis historiques au gouvernement.

Mais ce n'est pas la seule raison à ce sursaut de violence dans la mobilisation. Le profil des manifestants a également un peu évolué. Les partisans de Hariri évincé du gouvernement sont venus en masse grossir les rangs contre ce gouvernement aux mains de factions opposées. Et la répression a été plus marquée.

Passé l'effet d'annonce et probablement à cause de la répression intensive, occasionnant des dizaines d'arrestations et de condamnations, le mouvement s'est maintenu, mais sans blocage. Des manifestations plan-plan hebdomadaires ont été assurées, mais c'est surtout par le biais de réunions, débats et projections sur des sujets politiques et sociaux que les gens se sont exprimés. Parmi les sujets abordés, la question de l'accès à l'électricité arrive en premier plan. Il est capital aussi bien pour les particuliers que pour l'industrialisation du pays. Pour le moment le débat tourne autour du passage à l'énergie nucléaire ou à l'énergie renouvelable.

Depuis l'annonce du non paiement de sa dette, des manifestations ont également lieu devant le siège de la Banque centrale du Liban à Beyrouth. Les manifestants ont peur que des prélèvements soient faits sur leurs comptes de dépôts et refusent de payer pour la mauvaise gestion des politiciens de ses dernières décennies. Ils ne se font par ailleurs pas d'illusions, d'après des propos recueillis



par la correspondante de Libération « même si le FMI aide le pays, l'argent finira dans les mains des corrompus ».

UNE RÉVOLUTION AU FÉMININ

Le 8 mars, malgré l'annulation de la grande marche à cause du coronavirus, une manifestation féministe a tout de même eu lieu à Beyrouth. Les femmes se sont montrées très actives dans la lutte depuis octobre, non seulement en descendant dans la rue, s'affrontant quand il le fallait avec la police, mais également en ouvrant le débat sur le patriarcat.

Le Liban a, en effet, été classé 145^e sur 153 pays concernant l'indice d'égalité des sexes dans le « Rapport 2019 sur l'inégalité entre les sexes » publié par le Forum économique mondial. Les femmes doivent faire face aux inégalités dans les lois mêmes du pays, elles ne peuvent par exemple pas transmettre leur nationalité à leurs enfants. Au niveau administratif, elles sont rattachées au registre civil de leur père puis de leur mari. Et comme nous l'avions expliqué dans le précédent article, chaque libanais dépend du droit relatif à sa communauté religieuse en ce qui concerne le mariage, les enfants, l'héritage etc. Non seulement cela génère une inégalité entre libanais mais comme ces lois se basent sur des textes religieux, ces lois sont encore moins favorables aux femmes.

Liban

VISIBILITÉ DES MIGRANTES ET DES LGBT

Les manifestations féministes des ses derniers mois et du 8 mars ont été marquées par la présence de centaines de migrantes employées de maison, réclamant elles aussi le respect de leurs droits et la fin du kafala. Le kafala se traduit par « garantir » ou « système du garant ». Il organise la venue de jeune fille d'Afrique noire et d'Asie afin qu'elles servent de domestiques aux libanais. Elles sont alors placées sous la tutelle de leur employeur, pour un salaire d'une centaine d'euros par mois (envoyé directement à leur famille restée au pays) sans aucun jour de congés.

Dans certains cas extrêmes, mais pas si rares, elles n'ont pas le droit de sortir, sont sous-nourries, dorment sur le balcon, voire sont battues. Elles sont ainsi plus de 250 000 travailleuses (gouvernantes, nounous, femmes de ménage, accompagnatrices de personnes âgées) dans cette situation au Liban car il s'agit d'un système très bien organisé, géré par 400 agences spécialisées. Celles-ci proposent aux familles libanaises de choisir leur domestique sur catalogue et s'occupent ensuite de l'acheminement, des papiers, du contrat. Comble de

racisme, le prix des employées dépend de leur origine, les philippines étant les plus onéreuses car plus « blanches » et parlant l'anglais.

On a ainsi pu lire sur des pancartes, le slogan « Le virus, ce n'est pas le corona, mais le système de la kafala ». L'objectif de ses femmes est d'obtenir un statut garanti par le code du travail et de pouvoir ainsi se syndiquer et avoir les mêmes droits que les autres travailleurs au Liban. Ce qui a également frappé cette année à l'occasion de la Journée internationale des femmes a été la présence de nombreux drapeaux LGBT et de slogans contre l'homophobie. Ainsi, le 8 mars, a été l'occasion de réclamer l'égalité des droits entre hommes et femmes mais aussi de défendre les droits des LGBT dans ce pays où l'homosexualité est toujours considérée comme un crime(2).

LE CORONAVIRUS, UN COUP DUR POUR LE MOUVEMENT

Puis le covid-19 s'est répandu, en pleine crise économique, alors que les hôpitaux manquent d'équipements médicaux, le confinement a très vite été déclaré. Cela a mis entre parenthèse la mobilisation. Les gens promettent de ressortir dès que la crise sanitaire sera

passée, mais il n'est pas incohérent de penser que le mouvement aura perdu de son ampleur. Pour l'instant, à notre connaissance, peu de choses sont faites sur les réseaux sociaux pour maintenir les débats etc.

EN GUISE DE CONCLUSION

Si le peuple a su se montrer capable de dépasser les clivages religieux, ce n'est pas le cas des puissants et des hommes politiques du pays. Ceux-ci continuent d'agir en fonction des intérêts de leur camp et dans ce contexte les décisions ne seront probablement pas prises en fonction des besoins du peuple libanais mais en fonction des volontés d'expansion des pays voisins ou plus lointains. Sur l'échiquier géopolitique, le poids de la révolte populaire de 2 millions de libanais semble dérisoire... à moins qu'ils soient rejoints par les peuples des pays voisins.

Elsa

2) l'article 534 du code pénal punit d'un mois à un an d'emprisonnement et jusqu'à 650 dollars d'amende les relations dites « contre-nature ».

